



C. Perrey, S. Coquet
Direction de la Communication et dialogue avec la société
Cellule d'intervention en région Nouvelle Aquitaine, Direction des régions

11 juillet 2018– CSS plénière

SAISINE DIRECTION GENERALE DE LA SANTE

- Octobre 2015 : DGS saisit InVS concernant (i) la pertinence de mise en place d'une surveillance épidémiologique autour du bassin industriel de Lacq et (ii) la généralisation à l'ensemble des grands bassins industriels français

RÉPONSE SANTÉ PUBLIQUE FRANCE

- Juillet 2016 – Annonce de 3 études complémentaires :
 - une étude des attentes et du contexte local :
 - Mieux comprendre et répondre aux attentes des différentes parties prenantes
 - Améliorer la pertinence et l'utilité de l'intervention de santé publique
 - deux études épidémiologiques : étude de mortalité et étude exploratoire de morbidité

GOUVERNANCE

- **Travaux sous la responsabilité scientifique de Santé publique France en relation avec Ifop**
 - Une **équipe projet interne** : rédaction cahier des charges, protocole d'étude
 - Un **comité d'appui thématique associant des experts extérieurs**, chargé d'appuyer l'équipe projet pour définir le protocole, la méthode, faciliter leur mise en œuvre opérationnelle
 - Un **comité d'interface** permettant transparence, consultation et dialogue avec les acteurs impliqués et concernés par la situation => CSS et son bureau
- **Réalisation des entretiens et restitution des résultats (PPT, document écrit) : Ifop**
- **Rédaction d'un rapport de synthèse : SpF avec consultation du comité d'appui thématique sur base de la restitution Ifop**

GOUVERNANCE

- **Equipe projet** interne à Santé publique France : Christophe Perrey (socio-anthropologue, Direction de la communication et du dialogue avec la société), Sandrine Coquet (épidémiologiste, Direction des régions), Mélina le Barbier (Direction santé environnement)
- **Comité d'appui thématique** : Julien Rebotier (géographe spécialisé géographie sociale de l'environnement (CNRS / Université de Toulouse), Christelle Gramaglia (sociologue, IRSTEA), Madina Querre (socio-anthropologue, Reves)
- **Comité d'interface** : bureau de la CSS

OBJECTIFS

- Décrire les inquiétudes des différentes parties prenantes au niveau local (élus, industriels, riverains, acteurs institutionnels) et leurs comportements respectifs face à la situation et au risque ;
- Repérer les tensions éventuelles, les décalages de points de vue entre les différents acteurs → optimiser les réponses;
- Documenter l'ensemble des attentes qui s'expriment vis-à-vis des autorités sanitaires afin d'aider Santé publique France et l'ARS Nouvelle-Aquitaine à y répondre le mieux possible.

METHODOLOGIE

- Etude de terrain confiée à Ifop, prestataire de SpF pour les études qualitatives
 - Non représentative, diversité des points de vue recherchée
 - Etude par entretiens semi-directifs en face à face ;
 - Analyse de contenu;
 - comparaison des réponses obtenues.

Mis en regard avec :

- Résultats du programme Acter (Accompagner les Changements vers des Territoires Résilients) réalisé par Julien Rebotier et coll (associant le CNRS et l'université de Pau et des pays de l'Adour)
- Etude qualitative réalisée par la Cire Nouvelle Aquitaine auprès des médecins exerçant dans la région de Lacq

COMPOSITION DES 39 ENTRETIENS INDIVIDUELS

- Les administrations de l'Etat (4)**: Préfecture / Dreal, DD de l'ARS, CPAM, Direccte
- Les élus locaux (3)** : Président de la communauté de communes Pau Orthez, des maires de Lagor et Lacq, conseiller municipal de Laà-Mondrans, député
- Les acteurs industriels (5)**: ASL Induslacq, ASL Pardies, Chempôle (plate-forme de Mourenx) représentant de Lacq et regroupement de prestataires de services, Sogebi
- Les salariés (4)** : union locale FO, CGT, CFDT, CFE CGC
- Les professionnels de santé (5)**, 1 MG, 1 pneumologue, 2 médecins du travail SSTL Prissm, 1 pharmacien
- Les associations locales (2)** représentées au Comité de Suivi de Site : Sepanso, Arsil
- Les riverains et autres acteurs locaux (16)** : 5 originaires ou installés depuis 10 ans, 5 salariés usines ou sous traitant, aucun des 2 critères, nez sentinelle (16)

- La vie à proximité du bassin industriel de LACQ
- Les représentations associées au bassin industriel de LACQ
- Les dimensions environnementales et sanitaires associées au site
- La gestion locale de la situation
- Perspectives d'avenir et attentes exprimées

RÉCEPTION DE L'ÉTUDE

Méfiance à s'exprimer sur les thèmes abordés dans l'étude :

-Certains interlocuteurs (notamment parmi les acteurs institutionnels) sont venus accompagnés aux entretiens par un collègue ou un supérieur hiérarchique :

- volonté de « contenir » ou de contrôler le discours sur une situation sensible ;
- crainte d'un exercice non familier dans le cadre professionnel ;

-Refus l'enregistrement ou demande interruption ;

-Temps à se livrer et parfois changement de discours après plus d'une heure d'entretien, révélant une réalité plus complexe que celle présentée initialement ;

-Un acteur institutionnel a refusé l'entretien.

Volonté globalement partagée de participer à ce type d'étude

HISTOIRE DU BASSIN INDUSTRIEL

- 1950-2000 : période de rayonnement économique

→ Exploitation du plus gros gisement de gaz en France : source de fierté et d'attachement à la région, notamment parmi les interviewés présents depuis longtemps sur le site.

- Années 2000 : rupture forte

-déclin du bassin, caractérisé par l'arrêt de l'exploitation du gaz

-reconversion des activités

- à court terme (développement d'une chimie fine et d'une chimie du soufre)
- à moyen terme (développement d'une chimie verte et de stockage d'énergie).

L'AXE EMPLOI/ÉCONOMIE : UNE PRIORITÉ PARTAGÉE

L'axe emploi/économie est majeur pour l'ensemble des interviewés :

→ L'approche est **collective** avec convergence du discours des habitants : la présence des usines est essentielle pour l'attractivité du territoire voire pour sa survie

→ **Trouver un nouvel industriel** (voire plusieurs) pour relancer économiquement le bassin et préserver l'emploi, revient de façon récurrente dans le discours de nombreux élus, des acteurs institutionnels, des industriels mais aussi des riverains

Cette situation de déclin nourrit différentes attitudes parmi la population locale :

- **Une inquiétude liée à la perte d'emploi** : la préservation de l'activité et de l'emploi constitue un cheval de bataille important, du côté des élus notamment.
- **Une moindre acceptabilité des nuisances environnementales et sanitaires** à proximité du bassin même si elle est encore élevée.

L'axe sanitaire/environnemental

Un problème ancien

- Début d'exploitation : pollution intense qui « grille » les végétaux
- Critiques difficilement audibles du fait de l'emploi induit

Préoccupation croissante

- Portée par Arsil et Sepanso avec actions sur divers registres :

Réunions ou manifestations publiques, actions en justice, courriers aux ministères concernés, sollicitation de la presse locale, mobilisation des élus, participation aux instances de concertation type CSS (Comité de suivi de site).

- Relai par la presse locale dans Sud-Ouest et la République des Pyrénées :

1er juin 2013- septembre 2016, 86 articles répondant à la requête Lacq +Risque et 84 à Lacq + Pollution ont été identifiés selon Rebotier et col

L'axe sanitaire/environnemental et riverains

- Problèmes de santé : ne suscitent pas nécessairement de questionnements sur liens possibles avec les industries
- Interrogations lorsque des symptômes apparaissent chez eux ou leurs proches, lorsqu'une pathologie se déclare ou lorsqu'un impact sur l'environnement est repéré (feuilles brûlées, poissons morts, etc.) → déclenche le questionnement du lien avec usines. Leur disparition met rapidement fin aux interrogations et discussions → Pas d'effet d'entraînement collectif
- Si apparition nouvelles odeurs concomitantes à apparition de symptômes : portage collectif possible de la plainte
- Pathologies présentées comme possiblement associées à la pollution : cancers, problèmes de thyroïde, irritations même s'ils disent ne pas avoir de preuves de cause à effet tangibles....

Riverains et perception du risque environnemental /sanitaire

- **Mise à distance totale** : pas objet de débat ni d'autres formes d'attention au quotidien.
- **Acceptation des risques** en contrepartie des bénéfices (notamment économiques) associées à la vie à proximité du bassin industriel.
- **Investissement du sujet avec recherche de compréhension** : cette implication naît souvent en même temps que l'apparition de symptômes ou de gênes chez eux ou chez leurs proches

Typologie des riverains (J Rebotier et coll)

<i>Type de relation au risque</i>	<i>Connaissance du risque</i>	<i>Conscience des risques</i>	<i>Acceptation du risque</i>	<i>Prise en compte du risque au quotidien</i>	<i>Confiance dans les gestionnaires du risque</i>
Les incroyables : individus dans une attitude de déni	Ignorance assumée voire revendiquée	Mitigée	Risque nié	Non	Risque nié – Sans objet
Les sereins, confiants en la culture de la sécurité	Bonne connaissance du risque	Lucidité / risques industriels (dangerosité industries Seveso 2)	Oui Attitude favorable à l'arrivée de nouvelles usines	Partielle	Pleine confiance
Les inquiets passifs	Bonne connaissance du risque	Lucidité / risques industriels	Mitigée	Oui, de façon passive (connaissance des préconisations, suivi des dispositifs)	Limitée
Les inquiets volontaires	Bonne connaissance du risque	Lucidité / risques industriels et sanitaires	Non	Oui, de façon active (alerte, recherche d'informations, engagement associatif)	Très limitée, scepticisme / capacités de gestion du risque

Axe santé/environnement et professionnels de santé

- **Perception d'un excès de pathologies variées**, respiratoires, digestives, hématologiques, thyroïdiennes avec des niveaux de gravité différents, allant de la rhinite allergique aux cancers;
- **Symptomatologie irritative et respiratoire**, sur plusieurs personnes, venant toutes de la zone de Lacq, sur quelques mois, avec, après examen, une absence de facteurs pouvant les expliquer (asthme ou allergie par exemple) ;
 - **Deux catégories** de population **particulièrement touchées** : enfants et salariés;
- **Manque d'implication et d'information de la part des autorités sanitaires et des industriels** sur les dangers potentiels liés au bassin industriel;
- **Collaboration inexistante avec les services de santé au travail**;
- **Formation dispensée aux médecins libéraux locaux est largement insuffisante** . Devant des pathologies qui posent question, les professionnels de santé se retrouvent ainsi dans l'incapacité de faire un lien de causalité avec les activités industrielles

Axe santé/environnement et syndicats, médecins du travail

- **Le nombre de cancer tumeurs solides et de leucémies serait plus élevé chez les salariés du bassin industriel de Lacq** que dans d'autres zones industrielles au nord de Bordeaux. Ces cancers se déclarent après des années d'exposition, ce qui rend difficile le suivi et l'établissement d'un lien de causalité... et ce d'autant plus qu'il n'y a aucun suivi organisé pour les intérimaires et les retraités chez lesquels aucun suivi n'est organisé.
- Il y aurait une **forme de pression intériorisée par les salariés, qui s'interdiraient de se plaindre par peur de perdre leur emploi.**

Axe santé/environnement et industriels

- **Amélioration globale de la situation** comparativement aux premières années d'exploitation du site, avec l'arrêt des rejets (effluents liquides) dans les sols et l'amorçage d'opérations de dépollution des sols;
- **Diminution considérable des rejets dans l'atmosphère**, aujourd'hui présentés comme minimales, soutenue par des mesures de qualité de l'air qui ne présentent aucun signe inquiétant, notamment au regard de ce qui se passe dans les grandes villes comme Paris;
- Le problème principal au niveau sanitaire reste celui de la **pollution atmosphérique créée par les rejets gazeux industriels, visibles ou invisibles**. Les symptômes de gêne respiratoire dont souffrent certains habitants depuis 2015 (2012 pour certains) sont perçus par les interviewés comme une conséquence probable de ces rejets ;
- **La situation est aujourd'hui globalement** « maîtrisée », « normale », « comparable » à d'autres régions.

Axe santé/environnement et industriels

Différentes mesures mises en place :

- Réseaux de « nez sentinelles », camions effectuant des mesures de polluants atmosphériques, application de nouvelles normes contraignantes sur les rejets ;
- Lettre aux riverains des industriels de la plateforme de Lacq informant des investigations réalisées pour identifier la source des nuisances.

Difficulté à conclure sur le résultat des futures études épidémiologiques :

- Caractère multifactoriel d'une pathologie déterminée ;
- Si éventuelle surmortalité : difficile de statuer clairement sur l'origine du problème, parce que de nombreux facteurs, notamment liés aux comportements individuels des riverains (comme le tabagisme, etc.), contribuent à la mortalité

Gestion : un manque de visibilité des autorités sanitaires

-Implication peu active dans la gestion de la situation

-Absence de diffusion des résultats de l'étude épidémiologique de l'Isped

- **Le temps de latence avant de donner des suites à l'étude Isped paraît inacceptable** aux yeux de certains (associations, professionnels de santé, etc.). Les autorités ont longtemps refusé de nouvelles études épidémiologiques au motif de leur coût financier et de leur impact possible au niveau d'une zone industrielle fragile sur le plan économique

Les attentes dans le domaine santé / environnement : un discours contrasté

•Nécessité d'investigations indépendantes

- L'idée d'une démarche objective, indépendante, visant à établir des faits et recueillir des preuves, là où il n'y en a pas, fait officiellement l'unanimité.
- Prise en charge de la démarche par les autorités sanitaires (identifiées comme ARS ou Santé publique France) est considérée comme une bonne chose.
- Tous attendent une plus grande transparence sur la situation actuelle.

•Attentes s'expriment à différents degrés. Il s'agit :

- de remonter dans le passé, valider ou invalider la présomption de risque sanitaire (étude Isped) ;
- de mettre en place un suivi sanitaire prospectif, avec l'idée de suivre et évaluer le risque.

Les attentes dans le domaine santé/ environnement : un discours contrasté

Des doutes sur ce que les investigations vont apporter :

-des bases statistiquement trop faibles pour être significatives, une absence de comparatif / de population témoin ; une population diverse et mouvante, une durée très longue des études, absence de prise en compte des salariés ou d'étude comparative auprès d'eux, la difficulté à faire le lien entre une éventuelle surmortalité et l'industrie.

En cas de mise en évidence d'une surmortalité ou surmorbidity

- Fermeture du site ou de certaines usines serait un scénario catastrophe pour tous les interviewés
- Recherche d'une solution technique, même si elle est coûteuse, avec une certaine confiance exprimée dans le fait qu'elle puisse être trouvée

En cas d'absence de mise en évidence d'une surmortalité ou surmorbidity

- Maintenir une surveillance sanitaire

Développer une étude de santé déclarée avec une gouvernance plus participative

Garder ou rétablir la confiance des acteurs

- **Transparence sur les résultats** : engagement à présenter les résultats dans les instances de gouvernance, publication des travaux sur le site SpF dès processus de validation achevé, présentation en réunion publique
- **Gouvernance participative** : composition du comité d'appui thématique et du comité d'interface à discuter pour les futures études
- **Santé publique France a une mission d'expertise en santé publique** :
 - Résultats produits ne sont pas conditionnés par les conséquences qu'ils pourraient occasionner.
 - Les décisions qui seront prises à la suite de leur présentation ne relèvent pas des missions de l'agence.

Relations avec professionnels de santé

Contribuer à **une meilleure circulation de l'information concernant les questions des rejets / risques sanitaires** vers les professionnels de santé : médecins libéraux, médecine du travail et autres acteurs locaux

Clarifier l'apport des études épidémiologiques

• Même si pas de conclusion sur le plan de la causalité, les résultats rendront plus ou moins plausibles certaines hypothèses :

- Infirmer ou confirmer la tendance observée dans la première étude de mortalité;
- Évaluer la possibilité de mise en place d'une surveillance sanitaire;
- Éclairer sur le risque sanitaire en population.

• Pour symptômes ou pathologies mentionnés dans cette étude comme pouvant être en lien avec une pollution environnementale > attention particulière par Santé publique France. Cela signifie que :

- si ils sont notifiés dans des bases de données médico administratives > intégration dans l'enquête épidémiologique de morbidité (ex. : pathologies thyroïdiennes, pathologies respiratoires);
- s'ils ne figurent pas dans ces bases > intégration dans une enquête de santé déclarée

Travaux complémentaires

- Etude de santé déclarée :

- Financement PRSE

- Mise en œuvre en s'appuyant sur les précédentes études mises en place par SpF et en tenant compte des différents retours d'expérience au niveau national et international.

- Gouvernance plus participative

- Etude en santé travail : réflexion à porter avec les partenaires